



L'INTERSYNDICALE DNRFP REÇUE CHEZ LE DÉPUTÉ DE LA ROCHELLE M. FALORNI

Le 8 septembre 2014, L'intersyndicale des Douanes de la **DNRFP** était reçue par Monsieur le Député de la 1ère circonscription de la Charente-Maritime.

Plusieurs points relatifs à la **fusion** des écoles ont été abordés : les **conséquences désastreuses** induites par ce projet, le **maintien du statut Surveillance** pour les agents de l'ENBD, le devenir des **agents des deux écoles concernées**, le **PSD 2018** et son impact sur tous les services douaniers, **l'écotaxe (TPL)** qui doit entrer en vigueur bientôt ainsi que **l'avenir de notre administration**.

Un rapide tour d'horizon sur le projet de fusion mettait en évidence un **manque criant de communication entre la direction de la DNRFP et les élus**.

Les précédents arguments avancés par la direction, passée ou actuelle, ont démontré toute leur fragilité et surtout leur manque de crédibilité. **Ces omissions ou erreurs** « volontaires » ont laissé le député, ancien conseiller municipal qui avait en charge les finances de la ville de La Rochelle, quelque peu pantois et surtout dubitatif.

Les 4000 douaniers « stagiaires » susceptibles de remplacer ou de combler le trou laissé par le départ de plus de mille soldats du 519^{ème} régiment du train et leurs familles, ne vont pas se sédentariser sur la ville et ses environs, ne vont pas acheter ou faire construire, ne vont pas scolariser leurs enfants ni participer à la vie économique de la région,

**«Cela ne m'a pas été vendu comme cela !
Où en sont vos travaux?»**

Le PSD 2018 a attiré l'attention de l'élu, conscient que la **suppression et le redéploiement de nombreux services douaniers** n'allaient pas entraîner de gros recrutements donc **peu de formations** initiales pour les prochaines années. Idem pour les formations continues qui, devant la saignée qu'opérera le départ massif d'agents « retraitables » dans les prochaines années, risquent fort d'être délocalisées dans les directions interrégionales.

Dans le cadre de la déclaration de nos ministres, nous avons exprimé notre crainte de voir confier le **volet recrutement de la catégorie C** à l'antenne **DGFIP de Lille, repris sous l'appellation** « la Mutualisation des fonctions support » et que cela ne présageait rien de bon pour notre actuelle école de Tourcoing et le devenir même du SCN DNRFP.

M. FALORNI a également été informé de l'**absence totale de dialogue social** inhérent à notre administration et à notre ministère, du **peu de considération** portée aux agents **par une directrice générale** qui n'a pas daigné, à ce jour, venir dans **notre école nationale**, fleuron de la formation professionnelle **dont l'aura et la technicité sont appréciées et unanimement reconnues**, au niveau mondial, par de nombreux service de douanes étrangers.

Grand étonnement de l'élu sur les nombreuses visites de délégations étrangères reçues à l'ENBD, les formations à caractère « international » qui sont dispensées dans notre école et le peu de publicité données à ces manifestations.

Le point sur le maintien du statut surveillance a rappelé à l'élu, son engagement et sa détermination à obtenir, devant la représentativité nationale et les responsables de la SNCF, la **préservation des acquis des personnels précédemment classés en « actif » sans qu'il n'y ait perte de pouvoir d'achat et discontinuité du déroulement de carrière.**

Son attention a également été attirée sur **le devenir des douaniers de l'ENDR**, pour qui le CSRH tant promis ne fut qu'un leurre et que leur devenir était encore, à ce jour, **source de nombreuses inquiétudes et d'inégalités flagrantes.**

Nous avons invité M. FALORNI à prendre connaissance des **derniers résultats annuels de notre administration** et de relever, toutes branches confondues, **la ténacité, le professionnalisme et la conscience professionnelle dont a su et pu faire preuve l'ensemble des agents** pour répondre, malgré des **baisses inquiétantes d'effectifs**, à **l'exigence de la performance.**

Les agents ont su et ont toujours fait preuve de la plus grande « **adaptabilité** » et « **disponibilité** » associant notre administration à la **relance économique des entreprises nationales ou internationales installées sur notre territoire** et **soucieuses** de regagner, au niveau européen, de la **compétitivité, créer des emplois** et puissent permettre, dans les **ports français, la reconquête du dédouanement.**

Le **même engagement** a marqué l'action du service dans la lutte contre les **grands courants de fraude** (stupéfiants, contrefaçons, cigarettes, etc...) **bien que les missions** dévolues aux douaniers aient été et sont toujours classées, par nos ministres, « **essentiels** » **mais non prioritaires** impliquant ainsi, au titre du respect du pacte de stabilité et la diminution des dépenses publiques, dans le cadre contraint de la MAP, une restitution de 2,5% d'ETP (Emploi Temps Plein) par an.

Notre entretien a largement dépassé le temps normalement imparti aux audiences accordées par M. FALORNI qui a démontré, à plusieurs reprises, son plus grand étonnement, son inquiétude et sa surprise quant au devenir de notre administration et aux méthodes employées par celles et ceux supposés nous « manager ».

A l'issue de cet échange, nous avons précisé à notre interlocuteur que la fusion des écoles se ferait avec et seulement avec les agents et non sans eux. Nous avons également insisté qu'aujourd'hui, nous ne pouvions lui garantir la continuité et la préservation d'une certaine «Paix sociale» et que toutes formes d'action pouvaient ou pourraient être envisagées afin que les agents obtiennent satisfaction.

Le 09 septembre 2014

USD – FO

UNSA-DOUANES

CGT DOUANES

CFDT DOUANES